

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19863 - 76ÈME ANNÉE

Régionales : Déclaration du PCR 31 mai

PCR : « Ericka Bareigts, une chance pour La Réunion »

Ce 31 mai marquait le début de la campagne électorale des régionales 2021. A cette occasion, le Parti communiste réunionnais appelle à amplifier la mobilisation pour la liste **Nouvel Avenir de La Réunion**, conduite par Ericka Bareigts.

Le 6 mars 2021, le Comité Central du PCR a déclaré sa confiance à Ericka Bareigts pour conduire le changement au Conseil Régional. Maintenant les listes ont été déposées et l'échéance du 20 juin approche. Deux enjeux apparaissent clairement.

1-Le principal enjeu est d'ordre électoral. Ce sera la 2e confrontation entre Ericka Bareigts et de Didier Robert, en une année seulement. Les résultats seront très suivis.

L'an dernier, le Président du Conseil Régional s'est porté candidat aux Municipales de Saint Denis. Dans le duel final, le 28 juin 2020, Ericka Bareigts l'a remporté largement. Cette année, le Président de Région se présente avec un lourd handicap : le bilan de 12 ans de mandat controversé.

Ericka Bareigts apporte, elle, du sang neuf et une éthique ; la moitié de sa liste est issue de la société civile. Situé juste après elle, Norman Omarjee, le jeune avocat du Sud illustre le message. En plaçant sa candidature sous l'angle de l'AVENIR, elle offre un espoir à la population alors que son concurrent veut un 3e mandat pour lui.

2-L'autre enjeu de ce scrutin est politique. La mandature 2021-2027 prépare les échéances 2030 et 2050. Le retard accumulé est immense.

Rien n'a été fait pour respecter la trajectoire de baisse des émissions carbone : -50 % en 2030 et la neutralité en 2050. Rien n'a été fait pour éradiquer l'extrême pauvreté, avant 2030, priorité des OMDD (objectifs du millénaire du développement durable). Rien n'est fait pour préparer l'accueil de La Réunion du million d'habitants, d'ici 20 ans.

Dans le même temps, notre voisine, Madagascar aura dépassé 35 millions d'habitants et fonce vers 54 millions, 10 ans après. Bien de nos solutions doivent passer par une meilleure connaissance du voisinage et notre insertion à cet espace. La Région doit se doter de compétences nouvelles et de capacités décisionnaires.

En conclusion.

Le PCR milite pour la tenue d'une Conférence Publique Territoriale ouverte aux forces vives, destinée à co-produire un projet global à réaliser sur une ou deux générations. Ericka en fait mention dans son programme. Elle a notre confiance car elle a une grande expérience dans la maîtrise des dossiers, l'exercice des relations humaines et la connaissance des réalités diplomatiques. Son parcours politique plaide pour qu'elle préside la Région Réunion. Le 20 juin, votez avec le bulletin de la liste conduite par Ericka Bareigts. C'est une grande chance pour La Réunion.

Bureau de Presse du PCR

Ericka Bareigts pour un service public de lutte contre l'illettrisme

La question de la lutte contre l'illettrisme est une des priorités de la liste Nouvel Avenir de La Réunion. Une des représentantes du PCR sur cette liste, Nadine Damour, est intervenue sur ce sujet vendredi dernier à Sainte-Suzanne, lors de la conférence de presse de la tête de liste, Ericka Bareigts.

Nadine Damour rappelle l'ampleur du fléau : plus de 110.000 illettrés. « Malgré les dispositifs, une réflexion profonde est-elle lancée ? » D'où l'importance de rechercher la cause de ce phénomène qui est décliné selon trois tranches d'âge : chez les jeunes, chez les seniors et chez les parents.

« Le jeune illettré n'est ni employable, ni formable, il peut avoir plein de talents et de savoir-faire mais hélas, il est considéré comme illettré. Il ne peut pas accéder à une formation car il faut faire un test écrit », rappelle-t-elle. Si des dispositifs existent, sont-ils efficaces ? Le maintien du fort taux d'illettrisme à La Réunion permet d'en douter. C'est en effet une question de méthode.

« Les moyens en interne »

« Comment éradiquer l'illettrisme à La Réunion plutôt que faire une dictée à 25 ans ? », interroge-t-elle. Pour la représentante du PCR, il est nécessaire d'observer ce qui se fait ailleurs dans le monde, ajoute-t-elle, avant de fixer un objectif : diviser par deux le taux d'illettrisme à La Réunion. « Nous avons ensuite bon espoir d'éradiquer l'illettrisme à La Réunion », poursuit-elle, « cela a été fait ailleurs qu'à La Réunion. Il est possible de partir du Réunionnais, de son savoir-faire, de son histoire, de son identité, et de son patrimoine pour

travailler à l'éradication de l'illettrisme ».

Il s'agit tout d'abord de discuter avec le jeune illettré de son projet de vie. De là découlent des étapes nécessaires pour éradiquer son problème d'illettrisme et ensuite entrer dans la vie professionnelle.

L'illettrisme chez les seniors est aussi un facteur d'isolement. Nadine Damour propose que des jeunes puissent aller rencontrer ces personnes. Ainsi, le lien intergénérationnel permet de lutter contre l'illettrisme et de mettre fin à l'isolement.

L'illettrisme chez les parents est aussi une cause de décrochage scolaire, car un enfant dont les parents sont illettrés ne peut pas bénéficier d'un soutien pour son travail à la maison. Cela peut engendrer chez les parents un sentiment d'inutilité.

« Nous sommes pour un projet par les Réunionnais, pour les Réunionnais, et nous avons les moyens en interne de faire en sorte que tout cela disparaisse », indique la colistière communiste. Elle propose un plan d'action impliquant les collectivités, « c'est un projet qui concerne tout le monde ».

Nadine Damour juge nécessaire de s'appuyer sur le Service régional de la Formation des adultes « pour pouvoir développer ce programme spécifique à La Réunion », précise-t-elle.

L'importance de la langue créole

La candidate PCR propose également de redynamiser les acteurs de l'éducation populaire. Elle rappelle qu'avec peu de moyens, Sainte-Suzanne est devenue une « ville-lecture ». Pourquoi ne pas s'orienter vers cela afin que La Réunion devienne une « Région

lecture », suggère-t-elle.

Ericka Bareigts rappelle toute l'importance accordée à la question de la lutte contre l'illettrisme. Elle met en avant la promotion du créole, la langue maternelle des Réunionnais. Elle évoque également les travaux de chercheurs à La Réunion sur des méthodes pédagogiques innovantes. Ces méthodes pourront être expérimentées dans les écoles, « avec un support d'approche langue créole pour dès le premier degré mettre l'enfant à l'aise avec sa langue maternelle », souligne-t-elle rappelant l'existence de classes bilingues à Saint-Denis. Dans le cadre du péri-scolaire, un partenariat avec le Rectorat est envisageable, poursuit-elle. « On sait aussi qu'être à l'aise avec sa langue maternelle permet aussi et favorise la réussite de ce point de vue », ajoute Ericka Bareigts.

Revenant sur l'intervention de Nadine Damour, Ericka Bareigts précise qu'il s'agit de créer un Service public de lutte contre l'illettrisme et de remise à niveau pour tous ces jeunes gens qui sortent sans diplôme à l'âge de 16 ans. 30 % des jeunes Réunionnais font une scolarité complète sans obtenir de diplôme.

L'AFPAR pourrait être le porteur de ce nouveau service. Car le système actuel avec les « Cases à lire » est « un échec patent ». « 11 ans après, il y a toujours 110.000 illettrés à La Réunion, le chiffre n'est pas tombé alors que des investissements ont été faits. Ne faisons plus les mêmes recettes, cela va faire les mêmes échecs », conclut Ericka Bareigts.

M.M.

Edito

Précarité menstruelle, ça suffit

En France, 1,7 million de femmes manquent de protection hygiénique et plus d'une femme sur trois ne change pas suffisamment de protection ou à recours à l'utilisation de protections de fortune. Outre des répercussions évidentes sur la santé de ces femmes, qui peuvent s'avérer très graves, ce manque de protection hygiénique a également des conséquences sur la vie étudiante et professionnelle des femmes impactées. En effet, la précarité menstruelle a de nombreuses facettes : économique indiscutablement, sanitaire indéniablement et sociale.

D'après une étude réalisée par le journal Le Monde en 2019, dans sa vie, une femme dépense en moyenne 3 800 euros en hygiène menstruelle, cette somme pouvant représenter jusqu'à 5 % de son budget. En effet, outre les protections hygiéniques, d'autres dépenses directement liées aux menstruations, telles que les anti-douleurs ou les rendez-vous gynécologiques, sont également à prendre en compte. S'agissant des protections hygiéniques, elles représentent à elles seules un budget allant de 5 à 7 euros par mois, selon les associations.

Pour la Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique, la précarité menstruelle a pour conséquence une diminution des opportunités offertes aux filles et aux femmes à travers le monde. Ces personnes sont ainsi parfois obligées de concevoir leurs propres protections, parfois inefficaces et peu ou pas hygiéniques. Le manque d'accès aux protections hygiéniques a pour principale conséquence l'exclusion des personnes réglées, dont le décrochage scolaire pour les plus jeunes.

La question de la précarité menstruelle touche le quotidien de nombreuses Réunionnaises, malgré les tabous. Mais il y a des solutions. Depuis

2018, le gouvernement écossais a rendu gratuites les protections hygiéniques au sein des établissements scolaires. Premier pays à mettre en œuvre cette disposition, l'Ecosse en assure le financement, grâce au déblocage d'un fonds de 6,4 millions d'euros. En février 2020, les membres du parlement écossais ont renforcé le dispositif et voté en première lecture la gratuité des protections périodiques pour toutes. L'ensemble des partis représentés au parlement ainsi que le gouvernement ont soutenu la proposition de loi. Le coût annuel de la mesure est chiffré à environ 28 millions d'euros. Ce vote est un véritable pas en faveur de la lutte contre la précarité menstruelle. D'autres pays ou villes semblent suivre l'exemple de l'Ecosse. En effet, à Séoul, en Corée du Sud, les protections hygiéniques sont gratuites pour les adolescentes, sans distinction de revenu contrairement au reste du pays.

Il nous faut avoir le courage dans notre Pays de permettre à chaque femme d'avoir les protections dont elle a besoin quel que soit ses revenus. La biologie ne fait pas la distinction entre les revenus de chacune. C'est un message fort que nous devons lancer aux générations de femmes qui se lèvent. La gratuité des protections hygiéniques pour toutes les Réunionnaises doit être mise en œuvre sans tarder.

Tant qu'une seule femme sur la planète subira les effets du sexisme, la lutte des femmes sera légitime, et le féminisme nécessaire. Isabelle Alonso

Nou artrouv'

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Pou in méyèr lékilibe dann lansègnman issi La Rényon

Mézami, pou kossa nout zanfan i sava lékol dopi troizan ziska dizuitan ? Pou kossa nou mèm ni fé in léfor, zour pou zour, pou konprann lo monde tèl ké li lé otour d'nou ? La pa pou ète savan dann toute domène la konéssans. Lé impossib pars i parétre la konéssans limanité i rogoumante si tèlman vite ké pèrsone i gingn pa suiv do pré lo rogoumantassion-la.

Kan é apré wi fé léfor k'i fo pou pa ète largué. Donk zordi mi parl pa la konéssans pou fèr-mi apèl lo métyé, lo savoir fère - mé la konéssans pou konprann lo monde tèl ke sé, i pé apèl lo savoir.

Biensir si mi di sa, la pa pou fé shofe mon tête épi sète zot, mé sinplomman par raporte noute lang kréol rényonèz-épi toute lang i nonme dé foi a tor konm lang minoritère. Mon késtyon ala li la : d'après zot ziska dizuitan in marmaye normal, si li aprann dann son lang matèrnèl-sansa son lang réjyonal - i pé sansa i pé pa ramass toute la konéssans k'i fo pou konprann lo monde konm limanité i konpran zordi ? Sansa li lé blijé pass par la lang ofisyèl lo péi épi ?

Alon rante dann dir é oïla lo suite mon késtyon : zot i panss pou vréman lé pa possib kan wi sava lékol é si ou néna la shanss gingn in bon lansègnman dann out lang matèrnèl aprann bien konm k'i fo syanss, listoir, lo matématik, zéografi, la bioloji, la filozofi, lélokanss épi toute sak

in moun normal i doi konète kan li sorte lékol lissé laz dizuitan konmsa ? Astèr alon di ni réponde par oui.

Ala la suite mon késtyon : Si in marmaye néna la grande shanss gingn in bon lansègnman dann son lang matèrnèl-sansa réjyonal - si la dan dann toute son bande zané lé kol, li pé aprann toute bann konéssans éskolèr : aprann lire, ékrire, konté, aprann listoir, la zéografi, syanss s épi ma tématik, la kiltir son péi, zot i panss spa kan li v'ariv dizuitan linora ramass toute lo konéssans k'i fo pou konprann lo monde li viv dodan mèm nivo ké lo moune son tan. In bon amontraz é in sèrvo normal, i panss i pé fé d'li in itoiyin ékléré kapab kontinyé kiti ali épi pa z'ète largué dsi lo poinnvizé la konéssans-lo savoir si zot I vé.

Mé oïla, si la langue ofisyèl lé pa la langue matèrnèl konm par ébzampe pou La Rényon épi La franss, si ni vé ké dsi lo poinnvizé d'lang ofisyèl bande rényoné la pa dann l'infériorité, é si ni vé an mèm tan lo kiltir é lo lang kréol lé pi krazé, é noute moun pi alyéné. Kossa i fo fé ? Sirman k'i fo rode in nouvo lékilib dann l'ansègnman. Sansa konm i di kabri va kontinyé manze salade é lé pa sak ni vé bien antandi. Ni vé in méyèr lékilib dann lintéré bien konpri La Rényon épi lo pèp rényoné.

Justin